

Le secret dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière nuit au développement économique

Les citoyens des pays en développement ne profitent pas pleinement des trillions de dollars tirés des ressources naturelles

WASHINGTON, le 15 mai 2013. L'existence de plus d'un milliard de citoyens pourrait changer si leurs gouvernements géraient les ressources pétrolières, gazières et minérales d'une façon plus transparente et responsable, selon l'Indice [Resource Governance Index](#) publié aujourd'hui par [Revenue Watch Institute](#).

L'Indice évalue la transparence et la redevabilité de 58 pays du monde dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière et observe que la grande majorité des pays évalués n'ont pas de normes satisfaisantes en matière de gestion de leurs ressources naturelles. Dans ces pays, l'opacité, la corruption et la déficience des processus empêchent les citoyens de profiter pleinement de la richesse tirée des ressources de leurs pays.

Dans 47 des 58 pays figurant dans l'Indice, les gouvernements n'ont pas encore entrepris d'instaurer la transparence et la redevabilité. L'ensemble de ces 58 nations représente 85 % de la production mondiale de pétrole, 90 % de celle de diamants et 80 % de celle de cuivre, soit des trillions de dollars de revenu générés chaque année.

Certains pays ont démontré qu'il était possible de soulever le voile du secret et de se hisser à des niveaux plus élevés de transparence et de redevabilité. « L'étude de l'Indice met en évidence le manque de gouvernance en matière de transparence et de redevabilité dont les pays font preuve dans la gestion de leurs ressources naturelles », explique Daniel Kaufmann, président de Revenue Watch. Et M. Kaufmann d'ajouter : « En montrant que des États réformistes et des solutions existent, nous rejetons la notion dépassée et fataliste de « malédiction des ressources ». De fait, 11 des 58 pays reçoivent des notes globalement satisfaisantes, y compris dans les économies émergentes d'Amérique latine.

Chaque pays, qu'il soit bien classé comme la Norvège, le R-U et le Brésil, ou moins performant comme le Turkménistan et l'Iran, est jugé selon quatre critères : le cadre juridique, les niveaux de transparence, les mécanismes internes de contrôle et le contexte d'ensemble de la gouvernance. La plupart des acteurs les moins performants sont presque exclusivement dépendants des ressources naturelles comme principale source de revenu. La région Moyen-Orient - Afrique du Nord, qui est la plus dépendante des ressources, est aussi la moins performante.

Des alliés majeurs des États-Unis figurent parmi les pays peu performants. L'Arabie Saoudite se classe 48^e sur 58 avec des notes défaillantes pour chacune des quatre composantes. L'Afghanistan, qui a perçu des milliards de dollars d'aide de la part des États-Unis et possède un trésor estimé à 3 trillions de dollars sous forme de gisements de minerais, enregistre de mauvaises performances. Des sociétés américaines investissent massivement dans les secteurs pétroliers de pays mal notés comme l'Angola. L'étude constate également que la richesse ne constitue en rien une garantie d'atteindre la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources naturelles, comme le montre l'exemple du Qatar, qui se classe 54^e sur 58.

Selon M. Kaufmann, « Chacune des nations peut encore améliorer ses résultats, y compris les nations prospères ». « Des pays comme le Canada, les États-Unis et l'Australie doivent également veiller à ce que leurs multinationales ne tolèrent pas l'opacité régnant dans nombre de pays dans lesquels elles opèrent ».

Une meilleure gestion des ressources naturelles pourrait avoir un effet notable sur le développement économique de nombreux pays. Au Nigéria, les revenus du pétrole ont été de 60 % supérieurs au total de l'aide à destination de l'Afrique subsaharienne en 2011. En Libye, les réserves de 65 milliards de dollars de la Banque centrale s'épuisent rapidement à financer le déficit budgétaire du gouvernement. La Guinée équatoriale a un revenu moyen par habitant plus élevé que le R-U, alors que les trois quarts de ses habitants vivent sous le seuil de pauvreté.

L'*Indice* établit également un classement de 45 entreprises publiques du secteur pétrolier et de l'exploitation minière et de 23 fonds souverains du secteur des ressources naturelles, en fonction de leurs niveaux de transparence et de redevabilité. Les poids lourds de l'industrie que sont Statoil, Pemex et Petrobras figurent en haut du classement, alors que les compagnies pétrolières nationales du Turkménistan et du Myanmar se retrouvent tout en bas. Les fonds souverains du Koweït, de la Libye et du Qatar, qui détiennent un patrimoine total de 476 milliards de dollars environ, figurent parmi les cinq derniers.

L'étude contient des recommandations pour les pays relativement bien classés comme pour les moins bien classés. De la divulgation des contrats à l'adoption de lois sur la liberté d'information en passant par l'amélioration de la supervision du secteur, les gouvernements des pays riches en ressources disposent de moyens concrets pour améliorer leur efficacité et se montrer plus responsables envers leurs citoyens.

« L'analyse de l'Indice permet non seulement de faire le point sur notre position actuelle, mais aussi de mettre en avant des moyens de progresser pour les pays, les sociétés et les initiatives internationales, ce qui est essentiel dans la mesure où l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles est incontestablement *le* grand défi du développement de cette décennie ».

Pour en savoir davantage sur l'Indice et le rapport, rendez-vous sur www.revenuewatch.org/rgi.

Remarque : Comme pour toutes les données relatives à la gouvernance, cet Indice peut comporter des marges d'erreur et il convient donc de faire preuve de prudence quant à son interprétation et son utilisation à des fins de comparaison. De plus, dans son évaluation de la gouvernance, l'Indice est axé sur la transparence, l'intégrité et la redevabilité plutôt que sur d'autres indicateurs de performance relatifs à l'efficacité de l'exploitation et à l'optimisation des revenus.

###

Revenue Watch encourage une gestion transparente et responsable des ressources pétrolières, gazières et minérales pour le bien public. www.revenuewatch.org | @revenuewatch | www.facebook.com/revwatch | @revenuewatch

Contacts :

New York (Etats-Unis) : Carolyn Bielfeldt, 212.547.6961 | mobile : 646.236.5844 | cbielfeldt@revenuewatch.org

Matt Dorf, Rabinowitz Dorf: Matt Dorf, Rabinowitz/Dorf Communications | office 202 265 3000 | cell 202 669 6553

Accra (Ghana): Emmanuel Kuyole | ekuyole@revenuewatch.org | +233-302 -242-345

Beirut (Lebanon): Patricia Karam | pkaram@revenuewatch.org | +1-212-547-6968 x. 1968 | Cell: +1-917-975-0318

Jakarta (Indonesia): Matthieu Salomon | msalomon@revenuewatch.org | +62-821-239-77857

Lima (Peru): Carlos Monge | cmonge@revenuewatch.org | +511-613-8314 | mobile: +51-999-145-240

Abuja (Nigeria): Dauda Garuba | dgaruba@revenuewatch.org | +234-805-382-7953 | mobile: +234-803-426-1150

Dar es Salaam (Tanzania): Silas Olan'g | solang@revenuewatch.org | +255-222-774-537 | mobile: +255-784-807-219

Yaounde (Cameroon): Evelyne Tsague | etsague@revenuewatch.org | +233-302-242-345